

soit en sa faveur, sera puni de la réclusion.—P. 7 6°, 21 s., 28 s., 34, 36, 47, 364 s.

Quiconque sera coupable de faux témoignage en matière de police, soit contre le prévenu, soit en sa faveur, sera puni de la dégradation civique et de la peine de l'emprisonnement pour un an au moins et cinq ans au plus (200).—P. 8 2°, 9 1°, 34-36 364 y s.

ART. 363.

Le coupable de faux témoignage, en matière civile, sera puni de la peine de la réclusion (201).—P. 7 6°, 21 s., 28 s., 34, 36, 47, 364 s.

ART. 364.

Le faux témoin en matière correctionnelle ou civile, qui aura reçu de l'argent, une récompense quelconque, ou des promesses, sera puni des travaux forcés à temps.—P. 7 4°, 15, 16, 19, 22 s., 28 s., 34, 36, 47, 70 s.

Le faux témoin en matière de police, qui aura reçu de l'argent, une récompense quelconque ou des promesses, sera puni de la réclusion.—P. 7 6°, 21 s., 28 s., 34, 36, 47.

Dans tous les cas, ce que le faux témoin aura reçu sera confisqué (202).—P. 11.

ART. 365.

Le coupable de subornation de témoins sera passible des mêmes peines que le faux témoin, selon les distinctions contenues dans les articles 361, 362, 363 et 364 (203).

ART. 366.

Celui à qui le serinent aura été déféré ou référé en matière civile, et qui aura fait un faux serment, sera puni de la dégradation civique.—P. 8 2°, 34-36, 40 s.—C. 1358 s., 1363.

§ II.—Calomnies, Injures, Révélation de secrets.

ARTS. 367-372.

Abrogés (*).

ART. 373.

Quiconque aura fait par écrit une dénonciation calomniante contre un ou plusieurs individus, aux officiers de justice ou de police administrative ou judiciaire, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an, et d'une amende de cent francs à trois mille francs.—P. 9 1° 3°, 40 s., 52 s.—C. 727 2°—I. Cr. 31, 179, 358, 359.

ARTS. 374, 375.

Abrogés page 893; note (*).

ART. 376.

Toutes autres injures ou expressions outrageantes qui n'auront pas eu ce double caractère de

ó ya en su favor, se castigará con la reclusión.—P. 7 6°, 21 y s., 28 y s., 34, 36, 47, 364 y s.

Cualquier que sea culpable de falso testimonio en materia de policía, contra el acusado ó á su favor, se castigará con la degradación cívica y con la pena de prisión de un año por lo menos y cinco á lo mas (200).—P. 8 2°, 9 1°, 34-36 364 y s.

ART. 363.

El culpable de falso testimonio en materia civil, será castigado con la pena de reclusión (201).—P. 7 6° 21 y s., 28 y s., 34, 36, 47, 364 y s.

ART. 364.

El testigo falso en materia correccional ó civil, que hubiere recibido dinero, una recompensa cualquiera ó promesas, será castigado con trabajos forzados por tiempo.—P. 7 4°, 15, 16, 19, 22 y s., 28 y s., 34, 36, 47, 70 y s.

El testigo falso en materia de policía, que hubiere recibido dinero, una recompensa cualquiera ó promesas, se castigará con la reclusión.—P. 7 6°, 21 y s., 28 y s., 34, 36, 47.

En todos los casos, se confiscará lo que haya recibido el testigo falso (202).—P. 11.

ART. 365.

El culpable de soborno de testigos, estará sujeto á las mismas penas que el testigo falso, según las distinciones contenidas en los artículos 361, 362, 363 y 364 (203).

ART. 366.

Aquel á quien en materia civil, se le haya defrido ó referido el juramento, y que lo haya prestado falso, se castigará con la degradación cívica.—P. 8 2°, 34-36, 40 y s.—C. 1358 y s., 1363.

§ II.—Calumnias, Injurias, Revelacion de secretos.

ARTS. 367 á 372.

Derogados (*).

ART. 373.

Cualquier que haya hecho por escrito una denuncia calumniosa contra uno ó varios individuos, á los empleados de justicia ó de policía administrativa ó judicial, será castigado con prisión, desde un mes á un año, y con una multa de cien á tres mil francos.—P. 9 1° 3°, 40 y s., 52 y s.—C. 727 2°—I. Cr. 31, 179, 358, 359.

ARTS. 374 y 375.

Derogados page 893 nota (*).

ART. 376.

Todas las demás injurias ó expresiones ultrajantes que no hayan tenido este doble carácter de

gravité et de publicité ne donneront lieu qu'à des peines de simple police.—P. 464 s., 471 11°—I. Cr. 137 s.—Supp. Presse, L. 17 mai 1819, art. 20.

ART. 377.

Abrogé page 893, note (*).

ART. 378.

Les medecins, chirurgiens et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens, les sages-femmes et toutes autres personnes dépositaires, par état ou profession, des secrets qu'on leur confie, qui, hors le cas où la loi les oblige à se porter dénonciateurs, auront révélé ces secrets, seront punis d'un emprisonnement d'un mois á six mois, et d'une amende de cent francs á cinq cents francs.—P. 9 1° 3°, 40 s., 52 s., 418.—I. Cr. 179.

CHAPITRE II.

CRIMES ET DELITS CONTRE LES PROPRIÉTÉS.

(Loi décretée le 19 février 1810, promulguée le 1^{er} mars suivant.)

SECTION PREMIERA.

VOLS.

ART. 379.

Quiconque a soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas est coupable de vol.—P. 380 s.—C. 1293 1°, 1302, 2279, 2280.—Co. 612.

ART. 380.

Les soustractions commises par des maris au préjudice de leurs femmes, par des femmes au préjudice de leurs maris, par un veuf ou une veuve quant aux choses qui avaient appartenu à l'époux décédé, par des enfans ou autres descendants au préjudice de leurs pères ou mères ou autres ascendans, par des pères et mères ou autres ascendans au préjudice de leurs enfans ou autres descendants, ou par des alliés aux mêmes degrés, ne pourront donner lieu qu'à des réparations civiles.—C. 733 s., 1149, 1382 s.

A l'égard de tous autres individus qui auraient recélé ou appliqué á leur profit tout ou partie des objets volés, ils seront punis comme coupables de vol.—P. 59 s., 62 s., 381 s.

ART. 381.

Seront punis des travaux forcés á perpétuité les individus coupables de vols commis avec la réunion des cinq circonstances suivantes.—P. 7 2°, 15, 16, 18, 22, 36.

1° Si le vol a été commis la nuit;

gravedad y de publicidad, no darán lugar mas que á penas de simple policía.—P. 464 y s., 471, 11°—I. Cr. 137 y s.—Sup. Presa L. de 17 de Mayo de 1819, artículo 20.

ART. 377.

Derogado pág. 893, nota (*).

ART. 378.

Los médicos, cirujanos y demás empleados de sanidad, así como los farmacéuticos, las parteras y demás personas, depositarias por su estado ó profesión, de los secretos que se les confian, que fuera del caso en que la ley les obligue á hacer sus denuncias, hayan revelado estos secretos, serán castigadas con prisión de uno á seis meses, y con una multa de cien á quinientos francos.—P. 9 1° 3°, 40 y s., 52 y s., 418.—I. Cr. 179.

CAPITULO II.

CRIMENES Y DELITOS CONTRA LAS PROPIEDADES.

(Ley decretada el 19 de Febrero de 1810, promulgada el 1^{er} de Marzo siguiente.)

SECCION PRIMERA.

Robos.

ART. 379.

Cualquier que haya sustraído fraudulentamente una cosa que no le pertenezca, es culpable de robo.—P. 380 y s.—C. 1293 1°, 1302, 2279, 2280, —Co. 612.

ART. 380.

Las sustracciones cometidas por maridos en perjuicio de sus mujeres, por estas en perjuicio de sus maridos, por un viudo ó una viuda en cuanto á las cosas que habían pertenecido al esposo difunto, por los hijos ó otros descendientes, en perjuicio de sus padres ó madres ó otros descendientes por padres ó madres, ó otros ascendientes en perjuicio de sus hijos ó otros descendientes, ó por allegados en los mismos grados, no podrán dar lugar mas que á reparaciones civiles.—C. 735 y s., 1149, 1382 y s.

Con respecto á todos los demás individuos que hubieren receptado ó aplicado en su provecho el todo ó parte de los objetos robados, serán castigados como culpables de robo.—P. 59 y s., 62 y s., 381 y s.

ART. 381.

Los individuos culpables de robos cometidos con la reunión de las cinco circunstancias siguientes, serán castigados con trabajos perpetuos.—P. 7 2°, 15, 16, 18, 22, 36.

1° Si el robo se ha cometido de noche;

2º Si il a été commis par deux ou plusieurs personnes;

3º Si les coupables ou l'un d'eux étaient porteurs d'armes apparentes ou cachées;—P. 101.

4º S'ils ont commis le crime, soit à l'aide d'effraction extérieure, ou d'escalade, ou de fausses clefs, dans une maison, appartement, chambre ou logement habités ou servant à l'habitation, ou leurs dépendances, soit en prenant le titre d'un fonctionnaire public ou d'un officier civil ou militaire, ou après s'être revêtus de l'uniforme ou du costume du fonctionnaire ou de l'officier, ou en alléguant un faux ordre de l'autorité civile ou militaire;—P. 258, 259, 390, 393-398.

5º S'ils ont commis le crime avec violence ou menace de faire usage de leurs armes (204).—P. 305 s., 382 s.

ART. 382.

Sera puni de la peine des travaux forcés à temps, tout individu coupable de vol commis à l'aide de violence, et, de plus, avec deux des quatre premières circonstances prévues par le précédent article.—P. 7 4º, 15, 16, 19, 22 s., 28 s., 34, 36, 47, 70 s.

Si même la violence à l'aide de laquelle le vol a été commis a laissé des traces de blessures ou de contusions, cette circonstance seule suffira pour que la peine des travaux forcés à perpétuité, soit prononcée (205).—P. 7 2º, 15, 16, 19, 22, 36, 309 y s., 381 note.

ART. 383.

Les vols commis sur les chemins publics emporteront la peine des travaux forcés à perpétuité, lorsqu'ils auront été commis avec deux des circonstances prévues dans l'article 381.—P. 7 2º, 15, 16, 18, 22, 36, 70 s.

Ils emporteront la peine des travaux forcés à temps, lorsqu'ils auront été commis avec une seule de ces circonstances.—P. 7 4º, 15, 16, 19, 22 s., 28 s., 34, 36, 47, 70 s.

Dans les autres cas, la peine sera celle de la réclusion (206).—P. 7 6º, 21 s., 28 y s., 34, 36, 47.

ART. 384.

Sera puni de la peine des travaux forcés à temps, tout individu coupable de vol commis à l'aide d'un des moyens énoncés dans le n° 4 de l'article 381, même quoique l'effraction, l'escalade et l'usage des fausses clefs aient eu lieu dans des édifices, parcs ou enclos non servant à l'habitation et non dépendants des maisons habitées, et lors même que l'effraction n'aurait été qu'intérieure (207).—P.

2º Si ha sido cometido por dos ó varias personas;

3º Si los culpables ó alguno de ellos portaba armas manifiestas ó ocultas;—P. 101.

4º Si han cometido el crimen ya por medio de fractura exterior, de escalamiento, ó de llaves falsas, en una casa, vivienda, cuarto ó alojamiento habitados ó que sirvan de habitación, ó sus dependencias, ya tomando el título de un funcionario público ó de un empleado civil ó militar, ó después de haberse puesto el uniforme ó el traje del funcionario ó del oficial, ó alegando una orden falsa de la autoridad civil ó militar;—P. 258, 259, 390, 393-398.

5º Si han cometido el crimen con violencia ó amenaza de hacer uso de sus armas (204).—P. 305 y s., 382 y s.

ART. 382.

Se castigará con la pena de trabajos forzados por tiempo, á todo individuo culpable de robo cometido por medio de violencia, y ademas, con dos de las cuatro primeras circunstancias previstas por el artículo anterior.—P. 7 4º, 15, 16, 19, 22 y s., 28 y s., 34, 36, 47, 70 y s.

Si aun la violencia por cuyo medio se cometió el robo ha dejado señales de heridas ó contusiones, esta sola circunstancia bastará para que se pronuncie la pena de trabajos forzados perpetuos (205).—P. 7 2º, 15, 16, 19, 22, 36, 309 y s., 381 nota.

ART. 383.

Los robos cometidos en los caminos públicos se castigarán con la pena de trabajos forzados perpetuos, cuando se hayan cometido con dos de las circunstancias previstas en el artículo 381.—P. 7 2º, 15, 16, 18, 22, 36, 70 y s.

Cuando se hayan cometido con una sola de dichas circunstancias, se castigarán con la pena de trabajos forzados por tiempo.—P. 7 4º, 15, 16, 19, 22 y s., 28 y s., 34, 36, 47, 70 y s.

En los demás casos, la pena será la de la reclusión (206).—P. 7 6º, 21 y s., 28 y s., 34, 36, 47.

ART. 384.

Se castigará con la pena de trabajos forzados por tiempo, á todo individuo culpable de robo, cometido con el auxilio de alguno de los medios enunciados en el número 4 del artículo 381, aun cuando la fractura, el escalamiento y el uso de llaves falsas hayan tenido lugar en edificios, parques ó cercados que no sirvan de habitación, ni dependan de las casas habitadas, y aun cuando la

7 4º, 15, 16, 19, 22 s., 28 s., 34, 36, 47, 70 s., 391-398.

ART. 385.

Sera également puni de la peine des travaux forcés à temps, tout individu coupable de vol commis, soit avec violence, lorsqu'elle n'aura laissé aucune trace de blessure ou de contusion et qu'elle ne sera accompagnée d'aucune autre circonstance, soit sans violence, mais avec la réunion des trois circonstances suivantes:

1º Si le vol a été commis la nuit;
2º Si il a été commis par deux ou plusieurs personnes;

3º Si le coupable, ou l'un des coupables, était porteur d'armes apparentes ou cachées (208).—P. 7 4º, 15, 16, 19, 22 s., 28 s., 34, 36, 47, 70 s., 101.

ART. 386.

Sera puni de la peine de la réclusion tout individu coupable de vol commis dans l'un des cas ci-après:

1º Si le vol a été commis la nuit, et par deux ou plusieurs personnes, ou s'il a été commis avec une de ces deux circonstances seulement, mais en même temps dans un lieu habité ou servant à l'habitation, ou dans les édifices consacrés aux cultes légalement établis en France;

2º Si le coupable ou l'un des coupables était porteur d'armes apparentes ou cachées, même quoique le lieu où le vol a été commis ne fût ni habité ni servant à l'habitation, et encore quoique le vol ait été commis le jour et par une seule personne;

3º Si le voleur est un domestique ou un homme de service à gages, même lorsqu'il aura commis le vol envers des personnes qu'il ne servait pas, mais qui se trouvaient, soit dans la maison de son maître, soit dans celle où il l'accompagnait; ou si c'est un ouvrier, compagnon ou apprenti dans la maison, l'atelier ou le magasin de son maître; ou un individu travaillant habituellement dans l'habitation où il aura volé;

4º Si le vol a été commis par un aubergiste, un hôtelier, un voiturier, un batelier, ou un de leurs préposés, lorsqu'ils auront volé tout ou partie des choses qui leur étaient confiées à ce titre (209).—P. 7 6º, 21 s., 28 s., 34, 36, 47, 387.

ART. 387.

Les voituriers, bateliers ou leurs préposés, qui auront altéré des vins ou toute autre espèce de liquides ou de marchandises dont le transport leur

fractura haya sido mas que interior (207).—P. 7 4º, 15, 16, 19, 22 y s., 28 y s., 34, 36, 47, 70 y s., 391-398.

ART. 385.

Será igualmente castigado con la pena de trabajos forzados por tiempo, todo individuo culpable de robo cometido, ya con violencia cuando no haya dejado ninguna señal de herida ó de contusion y no esté acompañada de ninguna otra circunstancia, ó ya sin violencia, pero con la reunion de las tres circunstancias siguientes:

1º Si el robo se ha cometido de noche;
2º Si se ha cometido por dos ó varias personas;

3º Si el culpable ó alguno de los culpables portaban armas manifiestas ó ocultas (208).—P. 7 4º, 15, 16, 19, 22 y s., 28 y s., 34, 36, 47, 70 y s., 101.

ART. 386.

Se castigará con la pena de reclusión á todo individuo culpable de robo cometido en alguno de los casos que siguen:

1º Si el robo se ha cometido de noche y por dos ó varias personas, ó si se ha cometido solo con una de estas dos circunstancias; pero al mismo tiempo en un lugar habitado ó que sirva de habitación, ó en edificios consagrados á los cultos establecidos legalmente en Francia;

2º Si el culpable ó algunos de ellos llevaba armas manifiestas ó ocultas, aun cuando el lugar donde el robo se haya cometido no estuviese habitado ni sirviese de habitación, y aunque el robo hubiere sido cometido de dia y por una sola persona;

3º Si el ladrón fuere un doméstico ó un hombre de servicio á gages, même lorsqu'il aura commis le vol envers des personnes qu'il ne servait pas, mais qui se trouvaient, soit dans la maison de son maître, soit dans celle où il l'accompagnait; ou si c'est un ouvrier, compagnon ou apprenti dans la maison, l'atelier ou le magasin de son maître; ou un individu travaillant habituellement dans l'habitation où il aura volé;

4º Si el robo se hubiere cometido por un mesonero, huésped, cochero, barquero ó alguno de sus encargados, cuando hayan robado el todo ó parte de las cosas que á dicho título se les hubieren confiado (209).—P. 7 6º, 21 y s., 28 y s., 34, 36, 47, 387.

ART. 387.

Los carreros, bateleros ó sus encargados que hayan alterado los vinos ó cualquiera otra especie de líquidos ó mercancías, cuyo trasporte se les

11

avait été confié, et qui auront commis cette altération par le mélange de substances malfaisantes, seront punis de la peine portée au précédent article.

S'il n'y a pas eu mélange de substances malfaisantes, la peine sera un emprisonnement d'un mois à un an, et une amende de seize francs à cent francs.—P. 9 1^e 3^e, 40 s., 52 s.—I. Cr. 179.

ART. 388.

Quiconque aura volé ou tenté de voler dans les champs, des chevaux ou bêtes de charge, de voiture ou de monture, gros et menus bestiaux, ou des instrumens d'agriculture, sera puni d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende de seize francs à cinq cents francs.

Il en sera de même à l'égard des vols de bois dans les ventes, et de pierres dans les carrières, ainsi qu'à l'égard du vol de poisson en étang, vivier ou réservoir.—C. 564.

Quiconque aura volé ou tenté de voler dans les champs, des récoltes ou autres productions utiles de la terre, déjà détachées du sol, ou des meules de grains faisant partie de récoltes, sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans, et d'une amende de seize francs à deux cents francs.

Si le vol a été commis, soit la nuit, soit par plusieurs personnes, soit à l'aide de voitures ou d'animaux de charge, l'emprisonnement sera d'un an à cinq ans, et l'amende de seize francs à cinq cents francs.

Lorsque le vol ou la tentative de vol de récoltes ou autres productions utiles de la terre, qui, avant d'être soustraites, n'étaient pas encore détachées du sol, aura eu lieu, soit avec des paniers ou des sacs ou autres objets équivalents, soit la nuit, soit à l'aide de voitures ou d'animaux de charge, soit par plusieurs personnes, la peine sera d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans, et d'une amende de seize francs à deux cents francs.

Dans tous les cas spécifiés au présent article, les coupables pourront indépendamment de la peine principale, être interdits de tout ou partie des droits mentionnés en l'article 42, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine. Ils pourront aussi être mis par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police, pendant le même nombre d'années (210).—P. 9 1^e 3^e, 11, 40 s., 44 y s., 44 y s., 52 y s.

hubiere confiado, y que hayan cometido esta alteracion mezclando sustancias dañosas, se castigaran con la pena señalada en el artículo anterior.

Si no hubiere habido mezcla de sustancias dañosas, la pena será una prisión de un mes á un año y una multa de diez y seis á cien francos.—P. 9 1^e 3^e, 40 y s., 52 y s.—I. Cr. 179.

ART. 388.

Cualquiera que haya robado ó intentado robar en los campos, caballos ó bestias de carga, de tiro ó de silla, bestias chicas y grandes, ó instrumentos de agricultura, será castigado con prisión de un año por lo menos y cinco á lo mas, y con una multa de diez y seis á quinientos francos.

Se impondrá la misma pena en los casos de robo de madera y leña en las ventas de este artículo, y de piedra en las canteras, así como con respecto al robo de pescado en estanque, vivero ó depósito.—C. 564.

Cualquiera que haya robado ó intentado robar en los campos las cosechas ó otros productos útiles de la tierra ya cosechados, ó grano amontonado que haga parte de aquellas, será castigado con una prisión de quince días á dos años, y con una multa de diez y seis á doscientos francos.

Si el robo se ha cometido de noche ó por varias personas, ó con el auxilio de carros ó de animales de carga, la prisión será de uno á cinco años, y la multa de diez y seis á quinientos francos.

Cuando tenga lugar el robo, ó la tentativa de robo de mieses y otras producciones útiles de la tierra, que antes de ser robadas no estuvieren todavía cosechadas, ya en canastas, en sacos ó otros útiles equivalentes, ya de noche, ya con el auxilio de carros ó de animales de carga, ó ya por varias personas, la pena será la de una prisión de quince días á dos años y de una multa de diez y seis á doscientos francos.

En todos los casos especificados en el presente artículo, los culpables, además de la pena principal, podrán ser entredichos del todo ó parte de los derechos mencionados en el artículo 42, durante cinco años por lo menos y diez á lo mas, contados desde el dia en que hubieren sufrido su pena. También podrán ponerse por el fallo ó sentencia, bajo la vigilancia de la alta policía durante el mismo número de años (210).—P. 9 1^e 3^e, 11, 40 y s., 44 y s., 52 y s.

ART. 389.

Sera pani de la réclusion celui qui, pour commettre un vol aura enlevé ou déplacé des bornes servant de séparation aux propriétés (211).—P. 7 6^e, 21 s., 28 s., 34, 36, 47, 456 note (art. 32).

ART. 390.

Est reputée *maison habitée*, tout bâtiment, logement, loge, cabane, même mobile, qui, sans être actuellement habité, est destiné à l'habitation, et tout ce qui en dépend, comme cours, basses-cours, granges, écuries, édifices qui y sont enfermés, quel qu'en soit l'usage, et quand même ils auraient une clôture particulière dans la clôture ou enceinte générale.—P. 381, 382, 386 1^e, 392.

ART. 391.

Est réputé *parc ou enclos*, tout terrain environné de fossés, de pieux, de claires, de planches, de haies vives ou sèches, ou de murs de quelque espèce de matériaux que ce soit, quelles que soient la hauteur, la profondeur, la vétusté, la dégradation de ces diverses clôtures, quand il n'y aurait pas de porte fermant à clef ou autrement, ou quand la porte serait à claire-voie et ouverte habituellement.—P. 384, 392, 451.

ART. 392.

Les parcs mobiles destinés à contenir du bétail dans la campagne, de quelque matière qu'ils soient faits, sont aussi réputés enclos; et lorsqu'ils tiennent aux cabanes mobiles ou autres abris destinés aux gardiens, ils sont réputés dépendants de maison habitée.—P. 390 s., 451.

ART. 393.

Est qualifié *effraction*, tout forçement, rupture, dégradation, démolition, enlèvement de murs, toits, planchers, portes, fenêtres, serrures, cadenas, ou autres ustensiles ou instrumens servant à fermer ou à empêcher le passage, et de toute espèce de clôture, quelle qu'elle soit.—P. 322, 329, 381, 384, 394 y s.

ART. 394.

Les effractions sont extérieures ou intérieures.—P. 395 s.

ART. 395.

Les effractions extérieures sont celles à l'aide desquelles on peut s'introduire dans les maisons, cours, basses-cours, enclos ou dépendances, ou dans les appartemens ou logemens particuliers.

ART. 396.

Les effractions intérieures sont celles qui, après l'introduction dans les lieux mentionnés en l'arti-

ART. 389.

Se castigará con la reclusión al que para cometer un robo, haya quitado ó variado de lugar algunas mohoneras que sirvan de separación á las propiedades (211).—P. 7 6^e, 21 y s., 28 y s. 34, 36, 47, 456 nota (art. 32).

ART. 390.

Se reputará *casa habitada*, todo edificio, alojamiento, choza, cabaña aun móvil, que sin estar actualmente habitada, esté destinada para habitación y todo lo que dependa de ella, como patios, corrales, graneros, caballerizas, edificios que estén comprendidos en ellas, sea cual fuere su uso y aun cuando tengan un cercado particular, en el cercado ó recinto general.—P. 381, 382, 386 1^e, 392.

ART. 391.

Se reputará por *parque ó cercado*, todo terreno rodeado de fosos, estacas, zarzos, tablas, setos verdes ó secos, ó de paredes de cualquiera especie de materiales que sean, cualquiera que sea la elevación, la profundidad, la vejez y demérito de estos diversos cercados, cuando no haya puerta que se cierre con llave ó de cualquier otro modo, ó cuando la puerta sea de claravoya y abierta habitualmente.—P. 384, 392, 451.

ART. 392.

Los parques móviles destinados á encerrar animales en el campo, de cualquiera materia que sean construidos, se reputarán también cercados; y cuando estén unidos á las cabañas móviles ó á otros abrigos destinados á los custodios, se reputarán como dependientes de casa habitada.—P. 390 y s. 451.

ART. 393.

Secalarifará de *fractura*, el forzar, romper, causar algún demérito, demoler, quitar paredes, techos, pisos, puertas, ventanas, cerraduras, candados ó otros utensilios ó instrumentos que sirvan para cerrar ó impedir el paso, y toda especie de cercado cualquiera que sea.—P. 322, 329, 381, 384, 394 y s.

ART. 394.

Las fracturas son exteriores ó interiores.—P. 395 y s.

ART. 395.

Las fracturas exteriores son aquellas por cuyo medio se pueda introducir alguien en las casas, cursos, basses-cours, enclos o dependencias, ó en las viviendas ó alojamientos particulares.

ART. 396.

Las fracturas interiores son aquellas que después de la introducción en los lugares menciona-